



Citoyen d'Europe

Le grand mouvement européen progressiste !

Journal de l'Association Citoyen d'Europe - N°16 - Octobre 2013

Sommaire

Page 2

- José Manuel BARROSO :Président de la commission européenne ou briseur d'Europe néo-libéral ?
- Incompétence ou Aveuglement Idéologique

Page 3

- Budget français : un bon point pour Paris mais des efforts encore à fournir
- Allemagne : Succès d'Angela Merkel aux législatives allemandes

Page 4

- Devant les Tories David Cameron réaffirme qu'il veut renégocier avec l'UE
- Italie
- Autriche 21,40 %
- Bulletin d'adhésion

Réception de l'Ambassadeur de Croatie par la municipalité le mardi 8 octobre à 19h à l'hôtel de ville pour une conférence , suite à l'entrée de ce pays dans l'union européenne.

Pour Contacter Citoyen d'Europe
BP 70053
59651 Villeneuve d'Ascq Cedex
citoyendeurope@gmail.com

Citoyen d'Europe sur Internet
www.citoyendeurope.org

EDITO

L'IMPASSE ?

Chaque jour qui passe nous le confirme : le libéralisme économique et financier de l'Europe d'aujourd'hui nous a conduit dans une impasse avec une crise économique et sociale que les mesures imposées par la Commission Européenne aux Etats aggravent terriblement, une absence complète d'Europe citoyenne, une inhumanité patente face à une misère qui croit dans tous nos pays, une incapacité à faire respecter nos règles communes permettant de vivre ensemble.

Inefficace sur le plan économique, intégriste sur le plan financier, destructrice sur le plan social, aveugle face au présent et dénuée de tout sens de l'Avenir, la direction européenne a trahit les règles de base des « Pères Fondateurs » de l'Union Européenne en nous conduisant ainsi aux retours de nationalismes fauteurs de malheurs comme au 20 ème siècle.

La Commission Européenne en est la première responsable.

Le Conseil européen, a montré son incapacité congénitale.

Le Parlement Européen, (ou tout au moins les députés qui font l'effort d'y siéger), est sur un autre « nuage » où règne trop souvent une technocratie faite de « langue de bois » et de « politiquement correct »... souvent pires que du côté des commissaires européens.

On le mesure : je suis en colère de constater comment certains ont pu (et peuvent encore) casser le si beau rêve d'une Europe réconciliée, vivante, active et pleine d'Avenir.

Gérard CAUDRON
Président de Citoyen d'Europe

José Manuel BARROSO : Président de la commission européenne ou briseur d'Europe néo-libéral ?

Ancien maoïste passé à l'hyper-libéralisme, ce fils de profs (l'un monarchiste, l'autre républicaine) rallié au socialiste Mario SOARES est devenu social libéral assumé.

En 2004, 1er ministre, très ami des américains, il déclare au moment de la guerre d'Irak « Le contrat de sécurité avec les ETATS-UNIS est plus important que les désaccords sur les buts de guerre ».

Son crédo : « l'anti-américanisme est la maladie sénile des socialistes ».

C'est pourtant lui que choisissent et nomment, les grands pays conservateurs, comme successeur de Romano PRODI à la commission en 2004.

En 2009, les mêmes le reconduisent à son poste alors que Mme MERKEL qui ne mâche pas les mots le décrit comme « une erreur de casting » !!

Pendant ces 2 mandats, il n'aura de cesse que de conforter l'union libérale à l'anglo-saxonne, une union conçue comme un marché libéral ouvert à tout vent, avant, pense-t-il une union politique.

Ses seuls objectifs : élargissement sans approfondissement, dérégulation au pas de charge, impasse sur la recherche d'harmonisation fiscale et sociale.

Peu d'imagination, pas d'anticipation. L'année 2008 en apporte la preuve avec la crise financière prise à bras le corps par les anglais et les français. Quand il s'implique enfin, c'est pour appliquer des purges budgétaires qui tuent l'emploi.

Incompétence ou Aveuglement Idéologique

Même Jacques DELORS, dont la compétence qu'il a longuement démontré à la tête de la commission européenne, ne peut être contestée, s'est fâché tout rouge.

Il a dénoncé la politique d'austérité imposée par la commission de Bruxelles.

Il s'en est pris aux « idées néo-libérales » obstinément mises en œuvre, en ajoutant : « il n'est pas possible d'accepter de tels discours ».

Lors d'un forum où était évoquée la mise sous pression de la Grèce, par la Troïka (exemple, la fermeture de la radio-télévision pour économiser quelques millions d'euros), certains décrivaient une forme de bêtise institutionnelle dans cette austérité à tout prix qui aggrave, jusqu'au coma, la maladie qu'elle prétend soigner.

Les populations souffrent durablement alors que la dette continue de se creuser mécaniquement.

Le pacte de croissance et de stabilité financière est franco-allemand, pendant que l'accord de libre échange Europe/Etats-Unis (où il confond dé-mondialisation et diversité culturelle) risque de conforter les ETATS-UNIS leur maîtrise des normes du commerce international.

Invisible ou absent, BARROSO est il jugé de manière injuste ?

« C'est un médiocre, un vaniteux, mais hélas, c'est nous qui l'avons nommé » déclarent certains hauts fonctionnaires du quai d'Orsay.

« BARROSO est le serviteur, choisi par ceux qui refusent un exécutif fort, qui leur permet de continuer leur grand jeu inter-gouvernemental » déclare un ancien député européen.

Affublé d'une commission pléthorique, où les petits pays pèsent autant que les grands, méprisé par Berlin et Londres qui ont demandé le rapatriement de certaines compétences, BARROSO ne doit sa survie qu'à la BCE et malheureusement à la plus totale indifférence, à notre avis dangereuse, des opinions publiques.

A moins d'un an des élections, qui s'annoncent comme une voie royale pour l'extrême droite, partout en Europe, ce politicien sans réelle envergure, envisagerait une sortie vers l'OTAN ou l'ONU, ouverture que pourrait lui assurer ses amis américains.

Soyons surs que l'union européenne survivra sans peine à son départ si tel est le cas !

Mais n'oublions pas que des grandes manœuvres adaptées à la situation de l'après élection sont toujours possibles...

BARROSO et sa commission semblent incapables de comprendre la maxime « l'erreur est humaine, persévérer est diabolique », imprégnés qu'ils sont de leur idéologie néo-libérale.

Un parallèle pourrait être fait avec une autre idéologie en apparence très éloignée : Le marxisme à la soviétique.

Celui ci expliquait que si les économies communistes ne fonctionnaient pas, c'était faute de ne pas être assez communistes.

Les économies occidentales, ne sont, elles, pas assez déréglementées et privatisées d'après les « médecins Bruxellois ».

Autres temps, autres mœurs, pensez vous ?

Pas du tout, en politique comme ailleurs, la sottise n'a ni âge, ni limite.

Budget français : un bon point pour Paris mais des efforts encore à fournir

"Responsable et prudent", c'est en ces termes que le commissaire européen Olli Rehn a jugé hier les grandes lignes du projet de budget de la France pour 2014. Aux côtés du ministre des Finances Pierre Moscovici venu présenter sa copie à Bruxelles, le vice-président de la Commission a donc accordé un "bon point" à la France lors d'un échange très "amical" selon la plupart des quotidiens.

Je suis conscient des efforts importants consentis par la France pour restaurer ses finances publiques", a souligné Olli Rehn, qui a également fait un point sur l'avancée des réformes dans l'hexagone. "Nous partageons la conviction que les réformes ambitieuses accomplies depuis un an doivent être poursuivies et renforcées, pour accroître le potentiel de croissance de l'économie et la compétitivité des entreprises françaises", a-t-il affirmé ;

On découvre ici une belle "surenchère d'amabilités" entre Paris et Bruxelles lors de cette rencontre, alors qu'il y a quatre mois François Hollande réagissait vivement aux recommandations adressées par Bruxelles, en prévenant que l'institution européenne n'avait pas à "dicter" à la France ses réformes.

Car rien n'est encore gagné. "Derrière le message politique de dialogue et de confiance que les deux parties avaient à cœur d'afficher, des considérations plus techniques vont encore nécessiter des discussions". Parmi les points d'achoppement, l'effort structurel sur lequel les experts de la Commission et ceux du Trésor français ne sont pas d'accord.

La Commission européenne doit rendre son avis définitif sur le projet de budget français et celui des autres pays de la zone euro le 15 novembre dans le cadre d'une procédure inédite, découlant d'une législation baptisée "two pack", une procédure qui va lui permettre de demander à un Etat de la zone euro de revoir son budget, s'il ne lui convient pas.

"l'urgence de cet 'échange de vues' avec le commissaire européen – qui pourrait trouver à redire sur la refonte des retraites – illustre, à elle seule, les pouvoirs inédits confiés à la Commission".

Pour mieux comprendre ces prévisions budgétaires, il faut savoir que plusieurs économistes européens jugent ces propositions "réalistes", mais émettent des doutes sur les choix budgétaires.

Allemagne : Succès d'Angela Merkel aux législatives allemandes



"La femme la plus puissante du monde" : c'est en ces termes que l'AFP, reprenant le classement opéré par le magazine Forbes il y a quelques mois, décrit désormais Angela Merkel. Suite aux résultats des élections fédérales de dimanche, celle-ci devrait prochainement entamer un troisième mandat à la tête du gouvernement allemand.

Et pour cause, précisent aujourd'hui plusieurs journaux français : la chancelière allemande devient "le premier dirigeant européen à être reconduit à la tête d'un pays depuis la crise financière et monétaire qui a secoué l'Union européenne".

Si sa réélection était attendue, c'est surtout le succès du parti conservateur et le faible score de son rival social-démocrate qui dépassent les prévisions. La CDU

obtient 41,5% des voix, son meilleur résultat depuis la réunification du pays en 1990, tandis que le SPD "reste proche de son plus bas historique d'il y a quatre ans" avec 25,7% des suffrages [AFP/Le Monde].

L'allié traditionnel de la CDU est quant à lui évincé du Bundestag pour la première fois de l'histoire de la RFA, tandis que les Verts et la Gauche, les deux autres partis chutent respectivement à 8,4 et 8,6%. Le nouveau parti anti-euro AfD n'ayant pas franchi la barre des 5%, l'hémicycle ne comptera donc plus que quatre partis. Ayant manqué la majorité absolue de quelques sièges, la CDU devra donc choisir parmi ces derniers, un partenaire de gouvernement d'ici les prochaines semaines, très probablement le SPD [AFP/Le Monde].

Selon Les Echos, la chancelière pourrait dès lors "devoir céder des postes ministériels clés, comme celui des Finances, et accepter certains points du programme du SPD, sur l'instauration d'un salaire minimum ou le relèvement des impôts pour les hauts revenus".

Plusieurs journaux dressent les défis auxquels Angela Merkel devrait s'attaquer, au niveau national (bas salaires, retraites, faible natalité) comme au niveau européen (crise de la zone euro). Pour Le Nouvel Observateur, la "dame de fer" hésiterait entre "germaniser l'Europe" et "européaniser l'Allemagne".

Devant les Tories David Cameron réaffirme qu'il veut renégocier avec l'UE



Il l'avait déjà précisé après l'annonce d'un référendum en 2017 sur la participation du Royaume-Uni à l'Union européenne, s'il est reconduit dans ses fonctions en 2015 :

David Cameron est plus favorable à une redéfinition des relations de son pays avec l'UE qu'à une véritable sortie. C'est cette ligne de bataille qu'a tenu le Premier ministre britannique hier à l'occasion de l'ouverture du congrès annuel du Parti conservateur à Manchester, événement relayé par la BBC.

"Mon objectif est de renégocier très radicalement notre relation avec l'Europe", a-t-il déclaré devant les membres de son parti, dénonçant une Europe qui selon lui

"devient trop anticoncurrence, trop anti-entreprises, trop bureaucratique".

Face à la montée en puissance du Parti de l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP), clairement anti-européen, David Cameron a multiplié ces derniers mois les initiatives allant dans le sens de plus de fermeté envers l'Europe. Il a aussi évoqué hier l'abolition d'une loi britannique de 2000 permettant l'application de la Convention européenne des droits de l'homme devant les juridictions britanniques, une loi qui nuit aux yeux de certains à la souveraineté du pays.

Sur le plan économique, David Cameron s'est voulu très positif, annonçant que l'austérité appliquée ces derniers mois "commence à payer"

Comme quoi, suivant le lieu où l'on se trouve et le public à qui l'on s'adresse, le discours varie.

Italie

La situation politique reste très préoccupante. Le gouvernement Letta avait pour mission de réformer la loi électorale et de voter la loi de stabilité pour poursuivre l'assainissement des finances publiques, et les négociations au sein même du gouvernement sont un échec.

Le manque de compétitivité du pays pèse sur la croissance et donc sur la soutenabilité de la dette publique. Même si cette nouvelle crise politique n'est pas une vraie surprise, elle ouvre la porte à une période de grande incertitude au moment où les inquiétudes sur la viabilité budgétaire et la faible performance économique du pays montent". Certes, la fin de la récession est en vue sur le Vieux Continent, mais le coup porté par

Silvio Berlusconi à la coalition d'Enrico Letta et la perspective d'une nouvelle campagne électorale difficile pourraient mettre à mal cette fragile convalescence.

Autriche : 21,40%

C'est le score du principal parti d'extrême droite autrichien (FPÖ) lors des élections législatives du 29 septembre, selon les résultats officiels... Le parti gagne près de quatre points (17,54% en 2008).

Les sociaux-démocrates (SPÖ) du chancelier sortant, Werner Faymann arrivent en tête avec 27,10% des suffrages.



BULLETIN D'ADHESION 2013

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Commune :

E.mail :

Téléphone : Portable :

Souhaite adhérer à Citoyen d'Europe / renouveler ma cotisation

Montant de la cotisation 10 € autre : €

par chèque à l'ordre de Citoyen d'Europe / en espèces

Date

Signature

Collecteur : Claudine Platteau - 5 rue Joffre - 59493 Villeneuve d'Ascq
Tél. 09 79 39 06 22 ou BP 70053 59651 Villeneuve d'Ascq Cedex